

Coordination pour la langue occitane
organisatrice de la manifestation
«Anem Òc! Per la lenga Occitana !»
à Toulouse, le 31 mars 2012.



Madame, Monsieur,

En ce début de millénaire, la langue et la culture occitanes connaissent partout un regain d'intérêt. Il existe autour de cette question une véritable demande sociale. Chaque enquête sociolinguistique qui est réalisée le montre comme ce fut le cas pour celles réalisées par les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées depuis deux ans. L'usage et la transmission sociale ont certes reculé, mais la langue reste pratiquée et largement comprise.

L'élue ou l' élu que vous êtes peut agir pour que la diversité linguistique et culturelle soit promue et défendue, parce qu'elle est un patrimoine de l'humanité comme elle est un patrimoine de la France selon l'article 75-1 de la Constitution. Mais, au-delà de la reconnaissance symbolique, il est nécessaire de mener une action concrète.

En octobre 2005 (Carcassonne), mars 2007 (Béziers), octobre 2009 (Carcassonne) à l'appel de notre Coordination, jusqu'à 25 000 personnes se sont rassemblées pour affirmer que l'occitan vit et qu'il doit avoir les moyens de se développer.

Dans un esprit d'ouverture et de modernité, la Coordination lance l'appel «Anem Òc! Per la lenga Occitana !» (« Allons oui ! Pour la langue occitane ! »). Il entend alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur la nécessité d'agir rapidement pour mettre les discours et les actes en conformité : la langue occitane est une richesse qui mérite d'être soutenue concrètement dans sa connaissance, dans sa transmission et dans son usage.

Ceux qui soutiennent cet appel ne partagent pas tous les mêmes options politiques, ils ne voteront pas tous de la même façon, mais ils ont en commun de vouloir faire vivre la langue de leur région et sa culture. Ils y sont attachés et ils désirent que la question de la reconnaissance et de l'avenir de la langue occitane soit enfin prise en compte par les responsables politiques. Chaque niveau de décision porte sa part de responsabilité, de la commune à l'État.

Au printemps 2012, la France connaîtra une échéance électorale d'importance. Ce sera l'occasion de débats d'opinion dans toute la société. La Coordination et tous ceux qu'elle représente, souhaitent que la prise en compte des langues de France, et particulièrement celle de l'occitan, fasse partie de ces débats.

Nous interpellons les candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives sur les mesures qu'ils préconisent pour que l'occitan (et les autres langues territoriales de France) puissent vivre et se développer aux côtés du français. Nous rendrons publiques les réponses reçues mais nous ne prendrons parti en aucun cas pour tel ou tel candidat.

À l'appel de la Coordination, une manifestation se déroulera à Toulouse le 31 mars 2012. Une seule chose y sera demandée : une loi pour donner à l'occitan et aux autres langues le cadre légal permettant la mise en place d'une vraie politique publique en leur faveur.

Nous vous invitons à soutenir notre démarche en signant l'appel « Anem Òc! Per la lenga occitana ! », en le relayant auprès de la population et en participant à la manifestation de Toulouse.

Nous nous tenons à votre disposition pour tout éclaircissement complémentaire. Avec nos remerciements chaleureux pour votre attention,

La Coordination pour la langue occitane,

La Coordination pour la langue occitane organisatrice de la manifestation du 31 mars 2012 est constitué des organismes suivants:

Institut d'Estudis Occitans, organisme culturel reconnu d'utilité publique fondé en 1945

Calandreta, écoles occitanes associatives laïques

Òc-Bi, association de parents d'élèves pour l'enseignement bilingue public en partenariat avec Convergència occitana e lo CREO Miegjorn Pirenèus

Contacts :

2012@manifestarperloccitan.com / 05 34 44 97 11 / 06 21 75 33 81

coordinacion.perlengaoccitana@gmail.com / 04 42 59 43 96 / 06 77 49 37 78